

*Les crédits*

[Français]

**Mme le vice-président:** La période de questions et commentaires de cinq minutes est déjà expirée. Nous entamons maintenant la deuxième période de dix minutes de débat. Je cède donc la parole à l'honorable député de Saskatoon—Clark's Crossing.

[Traduction]

**M. Flis:** Madame la Présidente, je sais que la période de 20 minutes a été réduite à 10, mais j'avais compris que, après chaque orateur, il y aurait une période de 5 minutes pour les questions et réponses.

**Mme le vice-président:** Effectivement, et cette période a eu lieu. Le député de Halifax—Ouest a présenté une question à laquelle on a répondu. Étant donné que la question et la réponse étaient toutes deux assez longues, la période de cinq minutes est terminée.

**M. Flis:** Je m'excuse, madame la Présidente.

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Madame la Présidente, il est important que les Canadiens connaissent la position de chacun des partis politiques du pays relativement aux soins de santé. Les Canadiens considèrent, avec raison, que leur système de soins de santé donne une image de l'organisation de leur société et qu'il reflète bien notre attitude à l'égard des moins bien nantis.

Au Canada, nous pouvons nous enorgueillir du fait que tous les partis politiques du pays ont participé à la création d'un système de soins de santé qui honore le pays et fait l'envie de tous les autres pays du monde. Nous avons réussi à élaborer un système de santé qui permet à chaque citoyen de savoir qu'en cas de maladie, il n'a pas à s'inquiéter de sa maison, de sa sécurité ou de sa famille. C'est un système grâce auquel chaque citoyen reçoit les soins dont il a besoin au moment où il en a besoin.

C'est un indicateur important de l'attitude des Canadiens et du Canada à l'égard des problèmes à régler et à l'égard des personnes en difficulté.

Il est primordial que chaque parti politique fasse connaître très clairement sa position au sujet du système de santé. Au cours des dernières années, le gouvernement conservateur a sabré dans les services de soutien ainsi que dans le soutien financier qui était offert aux provinces et qui leur permettait d'assurer le bon fonctionnement de leurs systèmes de soins de santé. Ce faisant, le présent gouvernement ajoutait simplement aux coupes déjà effectuées par les gouvernements libéraux qui l'ont précédé.

Au niveau fédéral, nous avons vu les gouvernements conservateurs et libéraux réduire l'appui financier accordé au système de santé dans la mesure où ils transféraient

aux provinces une part de plus en plus grande des coûts de la santé; à la longue, cette façon de procéder exerce une pression sur les provinces qui devront imposer des frais modérateurs ou des frais d'utilisation aux Canadiens qui seront ainsi forcés d'assumer une partie des coûts.

Il est important de savoir qu'à ce moment-ci de notre histoire, les premiers ministres du Québec, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve réclament le droit d'instituer des frais d'utilisation et des tickets modérateurs. Nous sommes aujourd'hui aux prises avec une récession, une flambée du taux de chômage, bref, nous vivons une période extrêmement difficile. Pourtant, ces premiers ministres libéraux veulent imposer un nouveau fardeau aux Canadiens et les accabler d'un nouveau sujet d'inquiétude en leur disant qu'ils devront peut-être payer des frais pour recevoir les soins de santé. Ces premiers ministres veulent imposer des frais modérateurs dans le système de soins de santé.

Nous savons tous que l'instauration de frais d'utilisation dans le système de soins de santé aurait simplement pour effet de dissuader les pauvres de recourir aux services et n'aurait aucun effet sur la demande des personnes qui ont des revenus moyens et élevés. Cela, des études le montrent clairement, et le juge Emmett Hall, spécialiste canadien des soins de santé de grande réputation, l'affirme lui aussi.

En d'autres mots, des frais d'utilisation constitueraient une attaque directe contre les Canadiens les plus démunis et ceux qui sont les moins capables d'obtenir les services dont ils ont besoin.

Préconiser des frais d'utilisation, c'est lancer une attaque directe contre les Canadiens qui sont financièrement les moins en mesure de payer pour les services dont ils ont besoin lorsqu'ils ont des problèmes de santé.

Je crois qu'il y a au Canada une conspiration contre le système de soins de santé. Le Parti réformiste, le Parti conservateur et le Parti libéral se sont ligués pour attaquer le système de soins de santé et le droit des Canadiens d'obtenir gratuitement les soins de santé payés par le régime fiscal. Ils y ont accès gratuitement quand ils en ont le plus besoin et quand ils sont dans une situation désespérée.

Preston Manning et son Parti réformiste réclamaient, au début du mois, l'abolition de l'universalité de l'assurance-maladie. Il a dit que nous devrions faire payer les services hospitaliers aux gens qui y ont recours et que nous devrions imposer des frais modérateurs.

Le Parti réformiste réclame l'imposition de frais modérateurs. Le Parti conservateur a adopté, lors de son